



Saint-Cannat le 18 Mars 2025

VILLE DE SAINT-CANNAT

Commune de Saint-Cannat	Extrait du registre des arrêtés du Maire du 18/03/2025	PM-2025-044
----------------------------	---	-------------

**Portant réglementation sur
le stationnement**

Le Maire de la commune de Saint-Cannat,

Vu le Code de la Route et notamment les articles R.412-26, R.412-28 et R.417-10

Vu le Code des Collectivités Territoriales, art L.2212-2, L.2213 à L.2213-5,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière, ensemble les textes qui l'ont modifié et complété,

Vu la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 sur les droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la Loi n° 82-623 du 22 juillet 1982,

Vu l'arrêté n°AD-2025-4, portant délégation de fonction et de signature à Mr Yves FALCHI, 2^{ème} Adjoint au Maire, délégué à la Sécurité.

Le Maire de la commune de Saint-Cannat considérant :

Qu'il convient, compte tenu de la remise de l'honorariat de Maire à Monsieur Jacky Gerard conférée par le préfet des Bouches-du-Rhône, de réglementer le stationnement,

ARRETE

Article 1 :

Le stationnement des véhicules est interdit

- le lundi 24 mars 2025 de 15h à 20h
- Sur les 4 place de parking devant le portail du jardin public rue Honoré Daumier
- Sur les 3 place de parking devant la salle Revol avenue Victor Hugo

Article 2 :

Toutes infractions à l'article 1 du présent arrêté peuvent faire l'objet d'une mise en fourrière.

Article 3 :

La signalisation, réglementant le stationnement dans la zone, est posée par la police municipale 48 heures au minimum avant.

Un exemplaire du présent arrêté est affiché à l'entrée des voies concernées et ce durant toute la durée.

Article 5 :

En vue d'assurer l'exécution du présent arrêté, les mesures de signalisation nécessaires sont prises conformément à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (4^{ème} partie) approuvée par arrêté du 7 juin 1977.

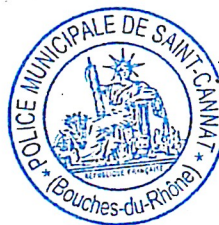
Article 6 :

Le Présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication. Le tribunal administratif de Marseille peut dorénavant être saisi de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « télérecours citoyen » accessible depuis le site internet <http://www.telerecours.fr>.

Article 7 :

Monsieur le Maire de la commune de Saint-Cannat, Monsieur le Commandant de la brigade de Gendarmerie de Lambesc, et Monsieur le Responsable du Service de la Police Municipale de Saint-Cannat sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté qui est affiché selon les conditions réglementaires des actes administratifs de la commune, et dont ampliation sera transmise à :

- Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Saint-Cannat,
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Lambesc,
- Monsieur le Responsable du Service de la Police municipale de Saint-Cannat.



Le Maire
Joël LEVI-VALENSI

Date de notification : 24 MARS 2025

Date de parution sur internet : 24 MARS 2025

Affichage sur site réalisé le : /

Date de transmission au contrôle de légalité : /